

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 5 OCTOBRE

GROUPES	FRONT COMMUN DES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES DU QUÉBEC (FCPASQ)	COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ
RECOMMANDATIONS		
Retrait du projet de loi 57	X	X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	X
Prestation minimale – barème plancher	X	X
Augmentation du salaire minimum		
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi		X
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X	X
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X	X
	(Garantie de revenu)	

GROUPES	FRONT COMMUN DES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES DU QUÉBEC (FCPASQ)	COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail		X
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)		X
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X	X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale		X
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer	X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X	X
Abolition de la contribution parentale	X	X
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale	X	X
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires		X
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la Loi sur le soutien du revenu		

GROUPE	Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ)	Collectif pour un Québec sans pauvreté
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X	X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X	X
Construction de logements sociaux		
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X	X
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse		
Revenu de citoyenneté		
Clause d'appauvrissement zéro		
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse		
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112		X
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail		X

Stéphanie Gareau
Service de recherche,
Aile parlementaire du Parti Québécois
4 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 12 OCTOBRE 2004

GROUPES	LIEU D' ACTIONS ET DE SERVICES TRAVAILLANT DANS L'UNITÉ AVEC LES SANS EMPLOI (L'ASTUSE)	MOUVEMENT ATD QUART MONDE CANADA	RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)
RECOMMANDATIONS			
Retrait du projet de loi 57	X	X	
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations		X	X
Prestation minimale – barème plancher	X	X	X
Augmentation du salaire minimum	X		
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X	X	X
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)		X	

GROUPE	LIEU D'ACTIONS ET DE SERVICES TRAVAILLANT DANS L'UNITÉ AVEC LES SANS EMPLOI (L'ASTUCE)	MOUVEMENT ATD QUART MONDE CANADA	RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X	X	
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X		
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale		X	
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X	X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X	X	
Abolition de la contribution parentale	X		
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			

GROUPE	LIEU D'ACTIONS ET DE SERVICES TRAVAILLANT DANS L'UNITÉ AVEC LES SANS EMPLOI (L'ASTUCE)	MOUVEMENT ATD QUART MONDE CANADA	RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires	X		
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>	X		
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X		X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X	X	X
Construction de logements sociaux	X		X
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		X	
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			

GROUPE	LIEU D' ACTIONS ET DE SERVICES TRAVAILLANT DANS L'UNITÉ AVEC LES SANS EMPLOI (L'ASTUCE)	MOUVEMENT ATD QUART MONDE CANADA	RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC (RSIQ)
Revenu de citoyenneté	X		
Clause d'appauvrissement zéro	X		
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112	X	X	
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail			
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité	X		

Stéphanie Gareau
Service de recherche,
Aile parlementaire du Parti Québécois
8 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MERCREDI LE 20 OCTOBRE 2004

GROUPES	SOLIDARITÉ POPULAIRE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX QUÉBEC MÉTROPOLITAIN (ADDS-QM) / REGROUPEMENT DES FEMMES SANS EMPLOI DU NORD DE QUÉBEC (R.O.S.E. DU NORD)
Retrait du projet de loi 57	X		X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	X	X
Prestation minimale – barème plancher	X	X	X
Augmentation du salaire minimum			X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours		X	X

GROUPES	SOLIDARITÉ POPULAIRE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX QUÉBEC MÉTROPOLITAIN (ADDS-QM) / REGROUPEMENT DES FEMMES SANS EMPLOI DU NORD DE QUÉBEC (R.O.S.E. DU NORD)
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)			X
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X		X
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X	X	X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale		X	

GROUPES	SOLIDARITÉ POPULAIRE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX QUÉBEC MÉTROPOLITAIN (ADDS-QM) / REGROUPEMENT DES FEMMES SANS EMPLOI DU NORD DE QUÉBEC (R.O.S.E. DU NORD)
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X	-	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X		X
Abolition de la contribution parentale		X	X
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale	X		X
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires			X
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi</i> sur le soutien du revenu			X

GROUPES	SOLIDARITÉ POPULAIRE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX QUÉBEC MÉTROPOLITAIN (ADDS-QM) / REGROUPEMENT DES FEMMES SANS EMPLOI DU NORD DE QUÉBEC (R.O.S.E. DU NORD)
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X	X	X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X		X
Construction de logements sociaux		X	
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés			X
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté			X

GROUPES	SOLIDARITÉ POPULAIRE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX QUÉBEC MÉTROPOLITAIN (ADDS-QM) / REGROUPEMENT DES FEMMES SANS EMPLOI DU NORD DE QUÉBEC (R.O.S.E. DU NORD)
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse	X <i>(rejette Alternative jeunesse et les programmes spécifiques)</i>		
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112			
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			X
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail			

GROUPE	SOLIDARITÉ POPULAIRE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX QUÉBEC MÉTROPOLITAIN (ADDS-QM) / REGROUPEMENT DES FEMMES SANS EMPLOI DU NORD DE QUÉBEC (R.O.S.E. DU NORD)
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			X
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X	X	X
prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités		X	X
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			X

Stéphanie Gareau
Service de recherche,
Aile parlementaire du Parti Québécois
18 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
JEUDI 21 OCTOBRE 2004

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU-QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
RECOMMANDATIONS						
Retrait du projet de loi 57		X	X	X	X	X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	X	X	X	X	
Prestation minimale – barème plancher	X	X	X	X	X	
Augmentation du salaire minimum	X	X		X		X

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU-QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X	X		X	X	
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)		X	X		X	
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale		X	X	X	X	X
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail						
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)						

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU- QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X	X	X	X	X	X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale	X	X	X	X		
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer		X	X	X		X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X			X		
Abolition de la contribution parentale						
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale				X		

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU- QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires		X		X		X
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la Loi sur le soutien du revenu		X	X			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X	X	X	X	X	
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X		X	X	X	

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU- QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Construction de logements sociaux		X		X		X
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X	X	X		X	
Politique sur le bien- être social : mesures de répartition de la richesse				X		
Revenu de citoyenneté	X				X	X
Clause d'appauvrissement zéro	X					
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse				X		

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU- QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Publication de l'étude d'impact requis par l'art. 20 de la Loi 112		X				X
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail	X	X			X	
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail						

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU-QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité				X		X
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre				X		
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités						
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »						

GROUPES	UNION DES FORCES PROGRESSISTES DE LA RÉGION DE QUÉBEC	ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES GROUPES D'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, RÉGION CENTRE-DU- QUÉBEC	PROJET GENÈSE	REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes					X	

Stéphanie Gareau
Service de recherche,
Aile parlementaire du Parti Québécois
19 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 26 OCTOBRE 2004

GROUPES	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	FÉDÉRATION CJA	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX DE GATINEAU
Retrait du projet de loi 57			X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	X	X
Prestation minimale – barème plancher		X	X
Augmentation du salaire minimum		X	X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours		X	

GROUPES	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	FÉDÉRATION CJA	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX DE GATINEAU
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)			
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale		X	
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail		X	
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant		X	
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale	X	X	

GROUPES	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	FÉDÉRATION CJA	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX DE GATINEAU
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X	X	
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X	X	
Abolition de la contribution parentale			
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale		X	
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires	X	X	X
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la Loi sur le soutien du revenu			

GROUPE	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	FÉDÉRATION CJA	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX DE GATINEAU
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte		X	X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus		X	
Construction de logements sociaux	X	X	
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		X	
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			X
Revenu de citoyenneté			X

GROUPES	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	FÉDÉRATION CJA	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX DE GATINEAU
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112			
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail			

GROUPES	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE	FÉDÉRATION CJA	ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS SOCIAUX DE GATINEAU
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre		X	
prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités		X	
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale	X		

Stéphanie Gareau
Service de recherche,
Aile parlementaire du Parti Québécois
22 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 27 OCTOBRE 2004

GROUPES	ORGANISATION D'AIDE AUX SANS EMPLOI -MONTREAL	PROTECTEUR DU CITOYEN	REGROUPEMENT DES SANS- EMPLOI MRC DE L'ERABLE
Retrait du projet de loi 57			
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations		X	X
Prestation minimale – barème plancher	X	X	
Augmentation du salaire minimum			
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X		X

GROUPES	ORGANISATION D'AIDE AUX SANS EMPLOI -MONTREAL	PROTECTEUR DU CITOYEN	REGROUPEMENT DES SANS- EMPLOI MRC DE L'ERABLE
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X		
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X <i>(Propose que la CAS soit mandatée pour étudier la mise en œuvre du revenu minimum du tous les citoyens)</i>		
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			X
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X	X	X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale	X		X

GROUPES	ORGANISATION D'AIDE AUX SANS EMPLOI -MONTREAL	PROTECTEUR DU CITOYEN	REGROUPEMENT DES SANS- EMPLOI MRC DE L'ÉRABLE
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X	X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes		X	X
Abolition de la contribution parentale	X		X
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires	X		X
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la Loi sur le soutien du revenu	X		

GROUPES	ORGANISATION D'AIDE AUX SANS EMPLOI - MONTRÉAL	PROTECTEUR DU CITOYEN	REGROUPEMENT DES SANS- EMPLOI MRC DE L'ÉRABLE
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X		
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X	X	
Construction de logements sociaux		X	
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X		
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté	X		

GROUPE	ORGANISATION D'AIDE AUX SANS EMPLOI - MONTRÉAL	PROTECTEUR DU CITOYEN	REGROUPEMENT DES SANS- EMPLOI MRC DE L'ÉRABLE
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			X
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112			
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail			

GROUPE	ORGANISATION D'AIDE AUX SANS EMPLOI -MONTREAL	PROTECTEUR DU CITOYEN	REGROUPEMENT DES SANS- EMPLOI MRC DE L'ERABLE
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité	X		
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre			X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités			X
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale		X	X

Stéphanie Gareau
Service de recherche,
Aile parlementaire du Parti Québécois
27 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
JEUDI 28 OCTOBRE 2004

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC (même recommandations que le collectif mais plus spécifiquement)
RECOMMANDATIONS						
Retrait du projet de loi 57	X		X	X	X	X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	X	X	X	X	X

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'ŒUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Prestation minimale – barème plancher	X	X	X		X	X
Augmentation du salaire minimum	X					
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X		X		X	
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X				X	

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOU- AIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X				X	
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			X			X
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)					X	X

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X		X		X	X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale	X	X	X			
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer	X	X	X	X	X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes		X				

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Abolition de la contribution parentale					X	
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale						
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires	X			X		X

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la Loi sur le soutien du revenu						
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte		X	X	X	X	

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X		X		X	
Construction de logements sociaux	X	X				X
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X	X	X		X	
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse						
Revenu de citoyenneté						X

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Clause d'appauvrissement zéro						
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse	X	X			X	
Publication de l'étude d'impact requis par l'art. 20 de la Loi 112						X
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail					X	

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN- D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail			X			
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité						X
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X	X			X	

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités	X	X Crainte de nouvelle mesures Extra. Ne veulent pas que le ministre transfère la gestion aux groupes			X	
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »						
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes						

GROUPES	CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN)	SERVICE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI POUR L'INTÉGRATION DES FEMMES AU TRAVAIL (SORIF)	COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE	COLLECTIF RÉGIONAL DE L'OUTAOUAIS POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ	FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC	FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale						
Déplore la disparition des références à Emploi-Québec et à la Commission des partenaires du marché du travail.	X		X			
Article 44 al.3 : réintroduire l'âge des enfants dans la loi		X				

Stéphanie Gareau
 Service de recherche,
 Aile parlementaire du Parti Québécois
 27 octobre 2004

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 2 NOVEMBRE 2004

GROUPE	COMITÉ AVISEUR-JEUNES D'EMPLOI-QUÉBEC	RÉSEAU DES CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC
Retrait du projet de loi 57		
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	
Prestation minimale – barème plancher		
Augmentation du salaire minimum	X (et indexation)	
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X (2 groupes ciblés : jeunes décrocheurs 16-18 ans et jeunes « sans chèque »)	X
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)		
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale		

GROUPES	COMITÉ AVISEUR-JEUNES D'EMPLOI-QUÉBEC	RÉSEAU DES CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail		
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)		
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant		
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale	X	
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer	X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes		
Abolition de la contribution parentale	X	X
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale		
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires		

GROUPES	COMITÉ AVISEUR-JEUNES D'EMPLOI-QUÉBEC	RÉSEAU DES CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>		
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X	
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus		
Construction de logements sociaux		
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse		
Revenu de citoyenneté		
Clause d'appauvrissement zéro		

GROUPES	COMITÉ AVISEUR-JEUNES D'EMPLOI-QUÉBEC	RÉSEAU DES CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse (par ex : assurer le « double volontariat » (choix de participer à AJ et choix du parcours au sein du programme) et régler la question du statut juridique des participants)	X (aussi : ne pas faire d'AJ la seule voie à suivre)	X
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112		
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail		
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail (les 2 organismes : accent sur la continuité des services)	X	X
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité		
Déploie l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X (demande des balises claires élargissant l'accès au programme AJ)	X (assurer une intervention souple et adaptée; précision de l'allocation jeunesse)

GROUPES	COMITÉ AVISEUR-JEUNES D'EMPLOI-QUÉBEC	RÉSEAU DES CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités		
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »		
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes		
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale		
Déplore la place limitée réservée à Emploi-Québec et à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT)	X	
Rapatriement des sommes liées à la Stratégie emploi jeunesse (gouvernement fédéral)	X	

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MERCREDI LE 3 NOVEMBRE 2004

GROUPES	LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	COM. SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR (Politique cadre sur la sécurité du revenu des PNQ mise en œuvre en partenariat avec le gouvernement canadien)	CENTRALE DE SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
Retrait du projet de loi 57	X		X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	Principe de la couverture des besoins essentiels reconnu (surtout pour les enfants)	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	Indexation <u>désirée</u> pour certaines régions dites « éloignées »	X
Prestation minimale – barème plancher		Pénalité permise (non participation aux mesures)	X
Augmentation du salaire minimum	X		X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X	« Obligation » pour le prestataire d'effectuer des démarches pour réintégrer le marché du travail et mécanisme de révision accessible	X (Distinctes de l'aide financière pour les besoins essentiels)

GROUPE	LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	COM. SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	CENTRALE DE SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)			X
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale			
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)		Prestation spéciale pour frais de garde offerte si participation active aux mesures	
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X		X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale			X
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer	X	Saisie permise dans le cadre de ce programme	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes			
Abolition de la contribution parentale	X	Contribution non calculée si les parents sont prestataires ou à faible revenu (aide de transition pour les étudiants)	

GROUPES	LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	COM. SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	CENTRALE DE SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires		Ensemble des services médicaux offerts	X
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X	Catégories « aptes/inaptes » employées	X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus			
Construction de logements sociaux			X
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		Ces indicateurs sont retenus dans le calcul de la prestation	X (résidence)

GROUPE	LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	COM. SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	CENTRALE DE SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté			
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse	X		
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112			X
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail		Contribution des organismes locaux et régionaux	
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			

GROUPE	LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	COM. SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	CENTRALE DE SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X		X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités	X	Prime de participation offerte dans le cadre du programme	X (Prime bien accueillie, mais maintient que l'État a une obligation envers ses citoyens)
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes		Aide supplémentaire accordée pour alphabétisation + Allocation à la scolarisation (jeunes dont les parents sont prestataires) – notion d'« obligation » répétée	
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			
Engagement plus explicite du gvt en matière de droits économiques, sociaux et culturels (renforcement de la Charte québécoise des droits et libertés et des mécanismes de recours)	X		X

GROUPES	LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	COM. SANTÉ ET SERV. SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	CENTRALE DE SYNDICATS DU QUÉBEC (CSQ)
Déplore l'absence de référence à Emploi-Québec à la CPMT			X
Réinvestir en éducation			X (Attention particulière à la formation professionnelle, à l'éducation des adultes et aux services d'orientation)

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
JEUDI LE 4 NOVEMBRE 2004

GROUPE	VILLE DE MONTRÉAL	FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERS. HANDICAPÉES DU QUÉBEC (COPHAN)
Retrait du projet de loi 57		X	X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels		X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X	X	X
Prestation minimale – barème plancher		X	X
Revoir les prestations spéciales en tenant compte des TIC et des besoins actuels de la clientèle	X		
Reconnaître le caractère particulier de Montréal et lui octroyer 35% des ressources en matière de lutte à la pauvreté (proportionnel à la population défavorisée sur le territoire)	X		

GROUPE	VILLE DE MONTRÉAL	FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERS. HANDICAPÉES DU QUÉBEC (COPHAN)
Majoration de la prestation pour les pers. ayant des limitations fonctionnelles			X
Simplification des processus pour les clientèles présentant des contraintes spécifiques (ex. : sans-abri)	X		
Augmentation du salaire minimum			
Favoriser une plus grande prépondérance des droits économiques, sociaux et culturels			X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X (Prendre en compte les besoins particuliers propres à certaines clientèles, par ex. : les immigrants)	X	X (Pour les pers. handicapées, l'insertion vise non seulement le milieu de travail adapté mais aussi le marché du travail régulier)
Modification de l'évaluation des « contraintes à l'emploi » - inclusion de professionnels autres que des médecins dans le processus			X
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)			X

GROUPE	VILLE DE MONTRÉAL	FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERS. HANDICAPÉES DU QUÉBEC (COPHAN)
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale			X
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X		X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale	X	X	
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer		X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes			
Abolition de la contribution parentale			
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires		X	X

GROUPES	VILLE DE MONTRÉAL	FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERS. HANDICAPÉES DU QUÉBEC (COPHAN)
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X (Éviter le clivage entre différentes clientèles)	X	X
Application du droit à l'accommodement (égalité des résultats)			X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X	X	X
Construction de logements sociaux			
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		X	X
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté			
Clause d'appauvrissement zéro			

GROUPE	VILLE DE MONTRÉAL	FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERS. HANDICAPÉES DU QUÉBEC (COPHAN)
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			
Évaluation de l'impact des mesures actuelles avant mise en œuvre d'une réforme	X (Avec le concours des partenaires régionaux, dont les municipalités)	X (Avec le concours des partenaires du marché du travail)	
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112 (impact des mesures législatives proposées)			
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X (Réflexion conjointe en prévision de l'éventuelle reconduction de l'entente de gestion entre la Ville et le gvt; approche territoriale intégrée; adaptation selon les régions)	X	X
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			

GROUPE	VILLE DE MONTRÉAL	FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ)	CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERS. HANDICAPÉES DU QUÉBEC (COPHAN)
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre		X	X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités			X
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			
Déplore l'absence de référence à Emploi-Québec à la CPMT		X	

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MERCREDI LE 10 NOVEMBRE 2004

GROUPES	COMITÉ DES CITOYENS VIGILANTS DE QUÉBEC	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ)	M. SYLVAIN CONTANT
Retrait du projet de loi 57			
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X		X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X		
Prestation minimale – barème plancher			
Augmentation du salaire minimum			
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X	X (Financement adéquat des mesures spécifiques d'aide à l'emploi telles que le contrat d'intégration au travail (CIT) et le prog. de subventions aux centres de travail adapté (CTA))	
Révision de la liste des diagnostics médicaux facilitant la reconnaissance de l'admissibilité au prog. de solidarité sociale		X (L'OPHQ aimerait y être associé)	

GROUPE	COMITÉ DES CITOYENS VIGILANTS DE QUÉBEC	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	M. SYLVAIN CONTANT
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)		X	
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X		
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant			
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale		X (L'OPHQ veut contribuer à l'élaboration du règlement)	
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer			
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes			
Abolition de la contribution parentale	X		
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			

GROUPES	COMITÉ DES CITOYENS VIGILANTS DE QUÉBEC	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	M. SYLVAIN CONTANT
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires			
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte			
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus			
Construction de logements sociaux	X		
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		X (Réclame l'assouplissement du test d'actifs pour les prestataires du prog. de solidarité sociale : possession de biens et succession)	
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse	X		

GROUPE	COMITÉ DES CITOYENS VIGILANTS DE QUÉBEC	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	M. SYLVAIN CONTANT
Revenu de citoyenneté	X		
Allocation pour les aidants naturels	X		
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse		X (Demande une offre de service adaptée aux jeunes handicapés)	
Maintien de la couverture du carnet de réclamation au- delà du seuil limite de 4 ans suivant l'insertion professionnelle (fournitures médicales, couverture des besoins liés à une déficience, etc.)		X	
Évaluation de l'impact des mesures actuelles avant mise en œuvre d'une réforme	X		
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112 (impact des mesures législatives proposées)			

GROUPE	COMITÉ DES CITOYENS VIGILANTS DE QUÉBEC	OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	M. SYLVAIN CONTANT
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X (Prise en compte de l'avis des citoyens)	X (Prise en compte du rapport d'un groupe d'experts portant sur la compensation équitable des besoins des personnes handicapées)	
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre			
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités			
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »	X		
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
JEUDI LE 11 NOVEMBRE 2004

GROUPES	CARREFOUR DE SAVOIRS SUR LES BESOINS ESSENTIELS (lié au Collectif pour un Québec sans pauvreté)	MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MEPACQ)	BARREAU DU QUÉBEC
Retrait du projet de loi 57	X (tel que proposé par le CQSP)	X	
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X (tel que proposé par le CQSP)	X	X
Prestation minimale – barème plancher	X (tel que proposé par le CQSP)		X
Augmentation du salaire minimum	X		
Privilégier une approche basée sur le respect des droits humains		X	X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X (Mesures offertes à volonté et sur une base volontaire; Distinction entre l'aide financière et l'aide à l'emploi)	X	X

GROUPES	CARREFOUR DE SAVOIRS SUR LES BESOINS ESSENTIELS (lié au Collectif pour un Québec sans pauvreté)	MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MEPACQ)	BARREAU DU QUÉBEC
Respect de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels			X
Amélioration des normes du travail	X		
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X (tel que proposé par le CQSP)		
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X		
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail	X (tel que proposé par le CQSP)		
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)	X (tel que proposé par le CQSP)		
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X (tel que proposé par le CQSP)	X	
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale			X

GROUPES	CARREFOUR DE SAVOIRS SUR LES BESOINS ESSENTIELS (lié au Collectif pour un Québec sans pauvreté)	MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MEPACQ)	BARREAU DU QUÉBEC
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X (tel que proposé par le CQSP)	X	X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes		X	
Abolition de la contribution parentale			
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires	X	X	
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Régime d'allocations familiales avec une composante universelle	X		
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X (tel que proposé par le CQSP)	X	X

GROUPES	CARREFOUR DE SAVOIRS SUR LES BESOINS ESSENTIELS (lié au Collectif pour un Québec sans pauvreté)	MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MEPACQ)	BARREAU DU QUÉBEC
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X (tel que proposé par le CQSP)		
Construction de logements sociaux	X	X	
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X (tel que proposé par le CQSP)		
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté			
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			
Évaluation de l'impact des mesures actuelles avant mise en œuvre d'une réforme			
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112 (impact des mesures législatives proposées)	X (tel que proposé par le CQSP)		

GROUPES	CARREFOUR DE SAVOIRS SUR LES BESOINS ESSENTIELS (lié au Collectif pour un Québec sans pauvreté)	MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MEPACQ)	BARREAU DU QUÉBEC
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X (Participation citoyenne proposée par le CQSP)		X (Participation des citoyens et des organismes communautaires)
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			
Déploire l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre		X	X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités		X	
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 16 NOVEMBRE 2004

GROUPE	ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (AQIS)	REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERS. AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE MTL	CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (CSD)
Retrait du projet de loi 57			X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X		X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations			X
Prestation minimale – barème plancher	X		X
Augmentation du salaire minimum			
Distinguer la finalité de l'aide financière (couvrir les besoins essentiels) de celle de l'aide à l'emploi			X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X		X
Passage de la logique d' « aide » à un régime de compensation des handicaps		X	

GROUPE	ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (AQIS)	REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERS. AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE MTL	CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (CSD)
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X		X
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale			X
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			X
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)			X
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X		X
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale			
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X		X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X		
Abolition de la contribution parentale			
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			

GROUPES	ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (AQIS)	REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERS. AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE MTL	CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (CSD)
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires			
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X		X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X		X
Construction de logements sociaux			
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		X (Manque de précision sur l'assouplissement des règles de calcul; admission du legs testamentaire)	X
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			X
Revenu de citoyenneté			X

GROUPE	ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (AQIS)	REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERS. AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE MTL	CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (CSD)
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			X
Évaluation de l'impact des mesures actuelles avant mise en œuvre d'une réforme			
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112 (impact des mesures législatives proposées)			X
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X		X (Éviter la logique de PPP; favoriser la participation citoyenne)
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X	X	X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités			X

GROUPE	ASSOCIATION DU QUÉBEC POUR L'INTÉGRATION SOCIALE (AQIS)	REGROUPEMENT DE PARENTS DE PERS. AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE MTL	CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (CSD)
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MERCREDI LE 17 NOVEMBRE 2004

GROUPES	MAISON DE LAUBERIVIÈRE	TABLE DIOCÉSAIN DE PASTORALE SOCIALE DE SECTEUR DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL	ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERS. HANDICAPÉES (AQRIPH)
Retrait du projet de loi 57		X	
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels		X	
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations		X	
Prestation minimale – barème plancher		X	
Augmentation du salaire minimum			
Distinguer la finalité de l'aide financière (couverture des besoins essentiels) de celle de l'aide à l'emploi		X	
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours		X	X
Droit à des mesures d'accommodement (CLE accessibles, moyens de communication alternatifs...)			X

GROUPE	MAISON DE LAUBERIVIÈRE	TABLE DIOCÉSAIN DE PASTORALE SOCIALE DE SECTEUR DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL	ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERS. HANDICAPÉES (AQRIPH)
Transformation des stages perpétuels en véritables emplois (transition à l'aide de mesures d'accommodement)			X
Réaffirmer la vision sociale du handicap (//vision médicale)			X
Réaffirmer les orientations adoptées par le gouvernement en 1985 (politique visant les personnes handicapées)			X
Réaffirmer le principe de compensation financière des limitations fonctionnelles (décision de 1988)			X
Attribution du statut « contraintes temporaires à l'emploi » à tous les parents qui s'occupent d'une personne handicapée			X
Révision du processus d'attribution du statut « contraintes sévères à l'emploi »			X (Élargir l'expertise à la base de la décision (pas seulement médicale); réviser la liste de diagnostics admissibles; prendre en compte les obstacles environnementaux, etc.)

GROUPE	MAISON DE LAUBERIVIERE	TABLE DIOCESAINE DE PASTORALE SOCIALE DE SECTEUR DU DIOCESE DE MONTRÉAL	ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERS. HANDICAPÉES (AQRIPH)
Meilleur arrimage entre les dispositions légales produites par les différents ministères (ex. : cas des bénéficiaires des centres d'hébergement)			X
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)		X	
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale		X	
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail		X	
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)		X	
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant		X	
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale			X
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer	X	X	
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes			

GROUPES	MAISON DE LAUBERIVIÈRE	TABLE DIOCÉSAINE DE PASTORALE SOCIALE DE SECTEUR DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL	ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERS. HANDICAPÉES (AQRIPH)
Abolition de la contribution parentale			
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires			
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte		X	X (Viser une politique basée sur l'« inclusion » plutôt que sur l'« intégration » a posteriori)
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus		X	
Construction de logements sociaux			
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés		X	X (Majoration des avoirs liquides possédés)

GROUPE	MAISON DE LAUBERIVIÈRE	TABLE DIOCÉSAIN DE PASTORALE SOCIALE DE SECTEUR DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL	ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERS. HANDICAPÉES (AQRPH)
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté		X	
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse			
Évaluation de l'impact des mesures actuelles avant mise en œuvre d'une réforme			
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112 (impact des mesures législatives proposées)		X	
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X	X (Notamment la participation citoyenne)	X
Prévoir une formation spécifique pour les agents des CLE ou embauche d'un intervenant psychosocial	X		

GROUPE	MAISON DE LAUBERIVIERE	TABLE DIOCESAINE DE PASTORALE SOCIALE DE SECTEUR DU DIOCESE DE MONTRÉAL	ALLIANCE QUÉBÉCOISE DES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX POUR L'INTÉGRATION DES PERS. HANDICAPÉES (AQRIPH)
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			
Déplore l'ajout de pouvoirs discretionnaires au ministre	X	X	X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités			X (Préciser l'impact de cette mesure sur les personnes handicapées)
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabetiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MARDI LE 23 NOVEMBRE 2004

GROUPES	COMITÉ DES DROITS SOCIAUX DU S-O DE MTL ET COMITÉ DES SANS EMPLOI DE POINTE ST- CHARLES	UNION DES CONSOMMATEURS	RQuODE-RSSMO-CEIQ- ACREQ
Retrait du projet de loi 57	X	X	
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X		
Prestation minimale – barème plancher	X	X	X
Augmentation du salaire minimum			
Instauration d'une formule de recouvrement permettant la couverture des besoins essentiels, quelle que soit la cause de la réclamation	X		
Distinguer aide financière et aide à l'emploi	X	X (Établir deux projets de loi distincts)	

GROUPES	COMITÉ DES DROITS SOCIAUX DU S-O DE MTL ET COMITÉ DES SANS EMPLOI DE POINTE ST- CHARLES	UNION DES CONSOMMATEURS	RQUODE-RSSMO-CEIQ- ACREQ
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X		X (Alléger la structure administrative)
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X	X	
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X		
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail			
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde (2\$)		X	
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X	X	
Dépôt du projet de règlement sur l'aide sociale			X (Seconde consultation publique avant la publication du règlement)
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X	X	

GROUPES	COMITÉ DES DROITS SOCIAUX DU S-O DE MTL ET COMITÉ DES SANS EMPLOI DE POINTE ST- CHARLES	UNION DES CONSOMMATEURS	RQUODE-RSSMO-CEIQ- ACREQ
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X	X	
Abolition de la contribution parentale	X		X
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale			
Rétablissement de la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires	X		
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X	X	X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X	X	
Construction de logements sociaux			

GROUPES	COMITÉ DES DROITS SOCIAUX DU S-O DE MTL ET COMITÉ DES SANS EMPLOI DE POINTE ST- CHARLES	UNION DES CONSOMMATEURS	RQUODE-RSSMO-CEIQ- ACREQ
Établissement d'un seul montant d'avoirs liquides que peut posséder une famille ou une pers. seule, que ce soit au moment de la demande ou en cours d'aide	X		
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X		
Politique sur le bien-être social : mesures de répartition de la richesse			
Revenu de citoyenneté			
Clause d'appauvrissement zéro			
Précisions sur le programme Alternative Jeunesse		X	X (Accessibilité pour tous les jeunes sans égard à leur statut; consulter et impliquer les organismes jeunesse dans cette offre de service; agents clés formés//problématique jeunesse; possibilité de recours)

GROUPES	COMITÉ DES DROITS SOCIAUX DU S-O DE MTL ET COMITÉ DES SANS EMPLOI DE POINTE ST- CHARLES	UNION DES CONSOMMATEURS	RQUODE-RSSMO-CEIQ- ACREQ
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112		X	
Prévoir un projet de loi distinct pour toutes les modalités de retour aux études ou sur le marché du travail			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail			X (Éviter les dédoublements de services; attribuer des projets-pilote aux organismes; Assurer une offre de service intégrée)
Arrimer les stratégies adoptées par le gvt (45 ans et plus, immigrants, etc.) et le projet de loi 57			X
Instauration d'un impôt progressif – révision de la fiscalité			
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X	X	X

GROUPES	COMITÉ DES DROITS SOCIAUX DU S-O DE MTL ET COMITÉ DES SANS EMPLOI DE POINTE ST- CHARLES	UNION DES CONSOMMATEURS	RQUODE-RSSMO-CEIQ- ACREQ
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités	X (Encadrer clairement la mesure dans la loi)		X (Attribution équitable sans égard au statut du prestataire; éviter le « cheap labour »; réserver des fonds à la prime; diminuer les délais)
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »			
Mettre en place des mesures de soutien économique afin de permettre aux prestataires de s'alphabétiser sans contraintes			
Création de l'observation de la pauvreté et l'exclusion sociale			
Déploire l'absence de référence à Emploi-Québec à la CPMT			X (Préciser les liens entre les partenaires)

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
MERCREDI LE 24 NOVEMBRE 2004

GROUPES	FÉDÉRATION DES LOCATAIRES D'HABITATION À LOYER MODIQUE DU QUÉBEC (FLHLMQ)	REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)	FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)	CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE	ACTION PLUS BROME- MISSISQUOI
Retrait du projet de loi 57	X		X	X	X
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X	X	X	X	X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X		X	X	X
Prestation minimale – barème plancher	X		X	X	X
Augmentation du salaire minimum		X	X		
Distinguer aide financière et aide à l'emploi				X	X
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X (Rétablir les budgets d'aide à l'emploi à hauteur de 243 millions \$; mesures dédiées aux locataires de HLM → création de services communautaires)		X	X	X (Droit de recours dans le cadre des programmes particuliers)

GROUPE	FÉDÉRATION DES LOCATAIRES D'HABITATION À LOYER MODIQUE DU QUÉBEC (FLHLMQ)	REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)	FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)	CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE	ACTION PLUS BROME- MISSISQUOI
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X			X	
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X		X	X	
Augmentation et annualisation des gains de travail permis dans la <i>Loi sur le soutien du revenu</i>			X		X
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale				X	
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X		X	X	X
Déplore l'ajout de nouveaux programmes particuliers (Alternative jeunesse et prog. d'aide spécifiques)	X		X		

GROUPE	FÉDÉRATION DES LOCATAIRES D'HABITATION À LOYER MODIQUE DU QUÉBEC (FLHLMQ)	REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)	FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)	CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE	ACTION PLUS BROME- MISSISQUOI
Publication du projet de loi devant remplacer APPORT par Prime au travail	X			X	
Maintien des garanties d'APPORT au plan des services de garde	X			X	
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X		X	X	X
Abolition de la contribution parentale					X
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X		X	X	X
Rétablir la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires			X		
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale	X				X
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »					X
Revenu de citoyenneté	X			X	X

GROUPES	FÉDÉRATION DES LOCATAIRES D'HABITATION À LOYER MODIQUE DU QUÉBEC (FLHLMQ)	REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)	FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)	CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE	ACTION PLUS BROME- MISSISQUOI
Publication de l'étude d'impact requise par l'art. 20 de la Loi 112	X		X	X	
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non- paiement du loyer	X	X	X	X	X
Permettre le dépôt volontaire du loyer pour les ménages occupant des logements sociaux (HLM, coop et OSBL d'habitation)	X				
Construction de logements sociaux	X	X (Améliorer le contrôle des loyers; combattre la discrimination et la collecte abusive de renseignements personnels; réaliser annuellement 8000 logements sociaux dont la moitié en HLM)	X (Adopter une véritable politique d'habitation dont le cœur serait le logement social; améliorer le contrôle des loyers; combattre la discrimination)		
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X		X		X

GROUPES	FÉDÉRATION DES LOCATAIRES D'HABITATION À LOYER MODIQUE DU QUÉBEC (FLHLMQ)	REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)	FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)	CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE	ACTION PLUS BROME- MISSISQUOI
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X (Incluant la participation citoyenne)			X (Incluant la participation citoyenne)	X (Incluant la participation citoyenne)
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre	X		X		X
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités	X (Éviter l'expérience du prog. EXTRA)				

PROJET DE LOI 57
RECOMMANDATIONS DES GROUPES
JEUDI LE 25 NOVEMBRE 2004

GROUPE	REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN	MOUVEMENT POUR L'INTÉGRATION ET LA RÉTENTION EN EMPLOI (MIRE)	SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS (SEDI)	MISSION OLD BREWERY
Retrait du projet de loi 57	X			
Réforme de l'aide sociale qui couvrirait les besoins essentiels	X			X
Indexation annuelle automatique de toutes les prestations	X			X
Prestation minimale – barème plancher	X			
Augmentation du salaire minimum				
Distinguer aide financière et aide à l'emploi	X			
Droit à des mesures d'insertion et d'aide à l'emploi – incluant droit de recours	X			
Permettre le cumul des revenus de soutien autres que des revenus de travail (RRQ, CSST, IVAC, etc.)	X			

GROUPE	REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN	MOUVEMENT POUR L'INTÉGRATION ET LA RÉTENTION EN EMPLOI (MIRE)	SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS (SEDI)	MISSION OLD BREWERY
Exemption complète de la valeur d'une résidence et d'une automobile et majoration des avoirs liquides possédés	X		X (Augmenter le niveau permis d'actifs; assurer la cohérence avec les autres prog. visant l'épargne; instaurer des mesures permettant le développement de nouveaux actifs)	
Ouverture d'un débat public sur la réforme de l'aide sociale	X			
Réforme de l'aide sociale pour en faire un régime universel et non pas un régime fondé sur des catégories apte/inapte	X			
Tenir une campagne d'éducation visant à contrer les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté	X			
Remplacement du prog. APPORT par Prime au travail				X (Montant suffisamment élevé pour maintien en emploi)
Exemption totale de la pension alimentaire reçue pour un enfant	X			

GROUPE	REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN	MOUVEMENT POUR L'INTÉGRATION ET LA RÉTENTION EN EMPLOI (MIRE)	SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS (SEDI)	MISSION OLD BREWERY
Abolition de la contribution parentale				
Maintenir l'aide additionnelle aux personnes de 55 ans et plus	X			
Rétablir la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des prestataires				
Retrait des pouvoirs d'enquête exagérés des agents d'aide sociale				
Individualisation de la prestation – abolition du critère de « vie maritale »				
Revenu de citoyenneté	X			
Assurer une plus grande accessibilité au processus de diagnostic médical visant à obtenir le statut « contraintes sévères à l'emploi »				X
Assurer le respect de la durée indiquée par les médecins et les psychiatres en matière de contraintes sévères ou temporaires à l'emploi	X			

GROUPE	REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN	MOUVEMENT POUR L'INTÉGRATION ET LA RÉTENTION EN EMPLOI (MIRE)	SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS (SEDI)	MISSION OLD BREWERY
Retrait de l'art. 53 prévoyant la saisie du chèque pour non-paiement du loyer	X			X
Maintien du Bureau des renseignements et plaintes	X			
Intégrer l'expertise de tous les partenaires du marché du travail et détailler le rôle des partenaires communautaires qui s'occupent des personnes exclues et éloignées du marché du travail	X (Incluant la participation citoyenne)	X (Partenariat de MIRE avec le gouvernement)		
Déplore l'ajout de pouvoirs discrétionnaires au ministre				
Prime à la participation = « cheap labour »; Ne doit pas dispenser l'État de ses responsabilités			X (Assurer un montant minimal de 300\$/mois; effectuer un suivi et imposer une limite d'accessibilité à cette mesure pour les prestataires jugés aptes à l'emploi)	X (Instaurer un projet-pilote permettant de hausser le niveau d'actifs en partenariat avec le gvt)
Réinstaurer le critère « adresse fixe » dans l'attribution de l'aide sociale				X

GROUPES	REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JOLIETTE MÉTROPOLITAIN	MOUVEMENT POUR L'INTÉGRATION ET LA RÉTENTION EN EMPLOI (MIRE)	SOCIAL AND ENTERPRISE DEVELOPMENT INNOVATIONS (SEDI)	MISSION OLD BREWERY
Adapter le processus de communication aux prestataires (règles, correspondance, etc.)	X			